

# Afrique subsaharienne : les pays où il fait bon investir



La Côte d'Ivoire mène une ambitieuse politique de développement de son infrastructure, ce qui représente des milliards de dollars pour les investisseurs.

Plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne affichent des taux de croissance intéressants. Des pans entiers de leur économie sont à construire. Autant de marchés à prendre par les investisseurs.

Information stratégique pour les investisseurs marocains qui ont les yeux braqués sur l'Afrique subsaharienne. La croissance économique dans cette région devrait s'afficher cette année à 5,2% contre 4,7% une année auparavant. Ce sont là les prévisions de la Banque mondiale livrées dans son rapport semestriel, Africa's Pulse, qui analyse les performances économiques 2013 de l'Afrique et les perspectives.

L'institution de Bretton Woods affirme que la croissance aura été particulièrement dynamique dans les pays riches en ressources naturelles notamment dans la Sierra Leone et au Congo. Par contre, elle est restée soutenue en Côte

d'Ivoire et a redémarré au Mali suite à la stabilité politique et au rétablissement de la sécurité dans le pays. La belle surprise révélée par l'Africa's Pulse, c'est que même des pays sans ressources naturelles comme l'Éthiopie et le Rwanda ont eu droit à une croissance solide en 2013.

Une puce à l'oreille des investisseurs marocains déjà présents en Côte d'Ivoire, au Congo et dans d'autres pays de la région, pour intensifier leur prospection des opportunités d'investissement. Les chiffres de la Banque mondiale indiquent que les flux de capitaux vers le sous-continent africain ont continué de croître pour atteindre 5,3% du PIB de la région en 2013. Un niveau sensi-

blement supérieur à la moyenne des pays en développement (3,9%). Quant aux investissements directs étrangers (IDE) nets, ils affichent une progression de 16% pour atteindre un montant quasi record, selon la Banque, de 43 milliards de dollars en 2013. Motif, ils sont stimulés par la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans de nombreux pays, en particulier l'Angola, le

Mozambique et la Tanzanie. Les investisseurs marocains doivent également savoir que l'inflation a diminué dans la région avec un taux annuel de 6,3% l'année der-

nière contre 10,7% en 2012. Un recul corollaire à une baisse des prix internationaux de l'alimentation et du pétrole ainsi qu'à une politique monétaire prudente. Exceptionnellement, certains pays comme le Ghana et le Malawi ont subi une hausse de l'inflation. Effet de la dépréciation de leur monnaie, à en croire l'analyse de l'institution. Un indicateur de la liquidité, très regardé d'ailleurs

par les investisseurs : les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique subsaharienne. Ils ont pesé 32 milliards de dollars en 2013, en progression annuelle de 6,2%. Ils

dépassent du coup le record de 30 milliards de dollars atteint en 2011. « Ces entrées de capitaux ainsi que la baisse des prix alimentaires ont stimulé les revenus réels des ménages et leurs dépenses, explique la Banque.

Quid du tourisme ? L'Africa's Pulse affirme que le secteur a sensiblement crû en 2013. Résultat, il a permis de soutenir la balance des paiements de nombreux pays de la région. La Banque mondiale qui cite les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) indique que les arrivées de touristes internationaux en Afrique subsaharienne ont augmenté de 5,2% en 2013 pour s'élever à un record de 36 millions contre 34 millions en 2012, contribuant ainsi à accroître les recettes publiques, les revenus des particuliers et à créer des emplois. ■

Saïd Naoumi

*Les IDE nets en Afrique subsaharienne ont progressé de 16% en 2013 pour atteindre 43 milliards de dollars.*

## Infrastructures, le maillon faible

Il semblerait, selon l'analyse de la Banque mondiale, que l'environnement de l'Afrique subsaharienne s'améliore. Exemple, les ressources humaines sont de plus en plus qualifiées à des métiers de pointe. Le rapport assure que des programmes universitaires de haut niveau en Afrique, particulièrement dans le domaine des sciences appliquées, de la technologie et de l'ingénierie pourraient augmenter considérablement la compétitivité, la productivité et la croissance de la région. Toutefois, selon Makhtar Diop, vice-président du groupe Banque mondiale pour la région Afrique, des réformes straté-

giques sont nécessaires afin d'assurer aux jeunes l'accès à une éducation scientifique aussi bien au niveau local que régional et de faire en sorte qu'ils obtiennent des diplômes qui correspondent aux besoins du secteur privé. Il estime qu'un grand nombre de pays d'Afrique sont régulièrement, ces dernières années, en tête du palmarès des pays à la croissance la plus rapide, du fait de l'adoption de réformes macroéconomiques pertinentes et de la prise de conscience du reste du monde du potentiel de l'Afrique aussi bien au niveau des échanges, des investissements, des affaires, de la science

que de la technologie et du tourisme. Seul bémol, selon lui, le manque d'infrastructures qui bride l'essor de la région. Sa recommandation : augmenter de manière significative les investissements en infrastructures dans la plupart des pays de la région s'ils espèrent transformer de manière durable leur économie. Dans son rapport, la Banque constate que dans les infrastructures, les entreprises et le commerce régional pâtiennent particulièrement du mauvais état des routes et de l'accès irrégulier et onéreux à l'électricité. Une réelle opportunité pour les opérateurs BTP marocains d'affûter leurs armes.